

BULLETIN D'INFORMATION

EXPULSION « SALE »... L'ÉCONOMIE BRITANNIQUE DÉTERMINE LE SORT DES MIGRANTS

L'immigration clandestine est une préoccupation majeure en Grande-Bretagne, dominant les enjeux des élections législatives. Le Premier ministre conservateur Rishi Sunak s'est engagé à stopper le flux de migrants illégaux, ce qui en fait l'une de ses principales priorités. Cependant, cet objectif est entouré de préoccupations économiques en raison de ses coûts et des charges budgétaires supplémentaires, ainsi que de préoccupations « humanitaires ». Le gouvernement britannique recherche un pays « hôte » africain pour accueillir les migrants après leur expulsion de Grande-Bretagne, ce qui a été critiqué même au sein du Parti conservateur lui-même.

Un député conservateur et assistant du ministre de l'Intérieur britannique a qualifié de « sale » le projet du gouvernement conservateur d'expulser les migrants vers le Rwanda, tout en déclarant également qu'il aurait un effet dissuasif, selon un clip enregistré secrètement et divulgué dimanche. James Sunderland, un proche collaborateur du ministre de l'Intérieur James Cleverly, a fait ces remarques en avril dernier lors d'un événement organisé par la jeunesse conservatrice intitulé "A quoi ressemblent les coulisses du ministère de l'Intérieur ?"

Dans l'enregistrement publié dimanche par la BBC, on l'entend demander au public : "Est-ce que quelqu'un a un appareil photo ou un téléphone ?" avant de poursuivre : "Cette politique est sale, n'est-ce pas ? Elle est sale." Le Premier ministre Rishi Sunak avait promis que si les conservateurs remportaient les élections législatives, des avions commencent à expulser les migrants illégaux du Royaume-Uni vers le Rwanda à partir de juillet.

James Sunderland, candidat aux élections législatives, a également affirmé dans l'enregistrement que cette politique devait être efficace. "Il ne fait aucun doute que les premiers vols vont provoquer une onde de choc (...) et que les gangs (passeurs) vont disparaître", a-t-il ajouté.

James Cleverly a commenté dimanche que Sunderland avait fait ces remarques pour créer un "effet dramatique... et attirer l'attention du public". Il a ajouté : "Mais il soutient pleinement l'effet dissuasif (du plan), et cela ressort clairement de l'enregistrement."

Le Parti travailliste, favori pour remporter les élections législatives, cherche à abandonner la loi rwandaise sur les expulsions, la jugeant coûteuse, dure et inefficace, mais entend renforcer son contrôle sur la Manche. Le leader travailliste Keir Starmer, qui deviendra le prochain Premier ministre si le parti travailliste remporte les élections, a déclaré : « Le gouvernement a perdu le contrôle de nos frontières ».



LES MIGRANTS RÉSOUVENT LA PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE DANS LE MIDWEST DES ÉTATS-UNIS LOIN DES DÉBATS LIÉS AUX CAMPAGNES PRÉSIDENTIELLES

En dehors des débats liés aux campagnes électorales présidentielles, les entreprises en mal de main d'œuvre accueillent à bras ouverts les migrants venus d'Ukraine, d'Afghanistan et du Mexique dans l'État conservateur du Nebraska, au centre des États-Unis. Ces migrants y travaillent et y construisent leur vie, ce qui incite Washington à réformer le système d'immigration légale.

À la périphérie de Lincoln, la capitale de l'État, le long de la route reliant les champs et l'aéroport, se trouve l'usine de véhicules Kawasaki, où un panneau sur la clôture indique "Nous embauchons".

Un tiers des salariés sont des migrants ou des réfugiés.

Le Mexicain Ramiro Avalos travaille dans cette usine depuis deux ans après avoir vécu initialement en Californie avec sa femme et ses deux enfants. Il découvre plus tard Lincoln, ville de 300 000 habitants, attirée par ses paysages naturels, ses parcs, sa tranquillité, l'absence de congestion routière, son faible coût de la vie et son très faible taux de criminalité. Il dit : « J'ai décidé, avec ma famille, de déménager ici. »

Avalos n'a eu aucune difficulté à trouver un emploi, soulignant qu'il avait postulé pour un poste chez Kawasaki "alors qu'il vivait encore à Los Angeles". Il a ajouté : "J'ai eu l'entretien et j'ai obtenu le poste."

Comme Avalos, un tiers des ouvriers de cette usine viennent de l'étranger, selon l'Agence France-Presse. Mike Boyle, directeur chez Kawasaki, déclare : « Sans cette main-d'œuvre, nous devrions arrêter nos opérations, rejeter des commandes, ou fabriquer nos produits dans un autre pays. »

A quelques kilomètres de là, face à des silos abandonnés, l'usine « TMCO » fabrique des équipements métalliques. Ici aussi, un tiers des 230 salariés sont des migrants ou des réfugiés. Diane Timme Stanton, la directrice de cette entreprise familiale, confirme que sans l'afflux continu de migrants, le marché du travail serait « perturbé », soulignant le besoin de travailleurs plus qualifiés.

Néanmoins, l'immigration reste une question controversée à l'approche de l'élection présidentielle du 5 novembre. Alors que Joe Biden a restreint l'accès des migrants à la frontière mexicaine et annoncé des mesures pour régulariser le statut des conjoints des citoyens américains, son rival Donald Trump, qui a remporté 58,5% des voix dans le Nebraska en 2020, use d'un discours plus dur envers les migrants.

Cependant, pour Bryan Sloan, président de la Chambre de commerce du Nebraska, le défi est bien plus vaste que la frontière sud et s'étend bien au-delà des élections et des candidats. Il appelle le Congrès à modifier les règles liées à l'immigration légale, critiquant un système dépassé. Il prévient que « ne rien faire ralentira notre économie ».

Sloan explique : « Nous avons besoin d'un processus qui permette aux gens d'entrer dans le pays, d'être vérifiés et de voir leur statut réglementé afin qu'ils puissent profiter de la même qualité de vie que nos ancêtres avaient lorsqu'ils sont arrivés ici en tant que migrants », soulignant la nécessité de davantage de mesures, permis de travail et des délais plus courts.

Un processus très long

Dans ce contexte, le sénateur républicain Murf Reibey estime qu'en devenant un État accueillant des migrants, le Nebraska pourrait potentiellement remédier à sa pénurie de main d'œuvre. Il souligne toutefois la nécessité de planifier les coûts associés à ces nouveaux arrivants.

Du côté démocrate, la sénatrice Carol Blood souligne que "les États-Unis ont besoin d'un meilleur moyen d'obtenir la citoyenneté", avec davantage de juges de l'immigration pour raccourcir les délais, mais reconnaît également la nécessité de renforcer les ressources à la frontière.



10 000 MIGRANTS DEPUIS DÉBUT 2024



Plus de 10 000 migrants ont atteint le Royaume-Uni depuis le début de l'année en traversant la Manche, un nombre record qui coïncide avec la campagne électorale législative qui doit avoir lieu le 4 juillet dans le pays.

Depuis le début de l'année, 10 170 personnes ont traversé avec succès la Manche. Beaucoup viennent d'Afghanistan, d'Iran et de Turquie. Cela représente une augmentation de plus de 35 % par rapport à l'année dernière.

En 2023, 29 437 migrants ont traversé la frontière contre 45 774 en 2022, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur britannique. Toutefois, les chiffres de 2023 restent les deuxièmes plus élevés jamais enregistrés, supérieurs à ceux de 2021 (28 526).

En mai 2024, l'Office britannique des statistiques nationales a signalé une baisse de l'immigration clandestine l'année dernière après le record de 2022, qui avait vu 685 000 personnes supplémentaires.

L'Office for National Statistics a publié des données mises à jour sur la migration illégale entre mars 2023 et 2024, montrant que les autorités ont détecté 38 546 arrivées illégales au Royaume-Uni, soit une diminution de 28 % par rapport aux 12 mois précédents. 81 % de ces arrivées sont entrées dans le pays en traversant la Manche sur de petites embarcations.

Cependant, l'Office national des statistiques note que sur les seuls trois premiers mois de 2024, le nombre d'arrivées via ces bateaux a augmenté de 43 % par rapport à la même période de 2023.

En 2022, la migration nette, qui correspond à la différence entre les arrivées et les départs d'étrangers du Royaume-Uni, s'est élevée à 764 000 personnes, selon une estimation préliminaire de l'Office des statistiques nationales. En 2023, 1,22 million de personnes sont arrivées dans le pays (-39 000 par rapport à l'année précédente), tandis que 532 000 personnes en sont reparties (+39 000).

Le gouvernement a promis de réduire la migration de 300 000 personnes dans les années à venir. Le gouvernement conservateur vise à dissuader les migrants de venir au Royaume-Uni grâce à sa loi visant à expulser des milliers de demandeurs d'asile vers le Rwanda.

La Tunisie, sous l'impulsion de l'Italie, étend ses opérations de recherche en Méditerranée pour contrer les bateaux de migrants



En réponse aux demandes italiennes, la Tunisie a élargi sa zone de recherche et de sauvetage en Méditerranée pour lutter contre les flux migratoires irréguliers. Cette décision, approuvée par l'Organisation maritime internationale (OMI) des Nations Unies, étend la zone opérationnelle des garde-côtes tunisiens pour traquer les bateaux de migrants irréguliers.

Les organisations de la société civile tunisienne axées sur la migration ont critiqué les autorités pour continuer à lutter contre la migration irrégulière avec une approche centrée sur la sécurité. Ils considèrent que cette mesure est le résultat des pressions européennes et des accords injustes entre la Tunisie et l'Union européenne en matière de migration.

Il est à noter que le nombre de migrants arrivant en Europe via la Méditerranée a considérablement diminué ces derniers mois en raison des vastes campagnes de sécurité visant à traquer les migrants irréguliers sur le sol tunisien. Ces campagnes sécuritaires ont suscité le mécontentement de nombreuses organisations locales et internationales.

DES TÉMOINS OCULAIRES RAPPORTENT QUE LES GARDE-CÔTES GRECS ONT DÉLIBÉRÉMENT JETÉ DES MIGRANTS À LA MER POUR LES LAISSER SE NOYER

Les garde-côtes grecs sont accusés d'avoir causé la mort de dizaines de migrants en Méditerranée pendant trois ans, dont neuf qui auraient été délibérément jetés à l'eau pour y mourir, selon des témoignages oculaires et des enquêtes de la BBC. Plus de 40 personnes seraient mortes après avoir été forcées de quitter les eaux territoriales grecques ou renvoyées à la mer après avoir atteint les îles grecques. Malgré les démentis des garde-côtes grecs, des images diffusées par la BBC montrent des migrants transférés et laissés dans de petits bateaux. Le témoignage d'un migrant camerounais détaille le traitement horrible infligé aux migrants, avec des allégations selon lesquelles les autorités grecques se livrent à des retours forcés illégaux.



LA ROUTE SE TERMINE AU MEXIQUE... DERNIER REFUGE DES MIGRANTS MUSULMANS AVANT DE DEMANDER L'ASILE AUX ETATS-UNIS

Dans le foyer « Al-Sabil » à Tijuana, au Mexique, des migrants venus d'Algérie, de Syrie, du Yémen, d'Afghanistan et de divers pays d'Amérique latine attendent le statut de réfugié aux États-Unis. L'auberge offre un sanctuaire aux migrants musulmans pour pratiquer leur foi et échanger des cultures. Dans le contexte des campagnes électorales américaines, les nouvelles politiques d'immigration du président Joe Biden compliquent la situation et affectent le sort de ces migrants.

Les citoyens de pays islamiques comme l'Algérie, la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan, ainsi que de pays d'Amérique latine, espèrent obtenir le statut de réfugié aux États-Unis tout en résidant dans l'auberge « Al-Sabil » à Tijuana, au nord-ouest du Mexique. Les statistiques révèlent une diversité de nationalités parmi les demandeurs d'asile, avec 1,39 million de personnes ayant traversé le Mexique entre janvier et mai de cette année, représentant 177 nationalités différentes selon les statistiques officielles.

Malgré les histoires et les langues variées des habitants d'Al-Sabil, ils s'unissent dans la pratique des rituels islamiques, car l'auberge est la seule de Tijuana à posséder une mosquée. Meetham Al-Ajili, réfugié syrien de 26 ans, déclare : « Les gens ici sont très amicaux et suivent la même religion. Vous avez l'impression de faire partie d'une seule famille. Meetham a fui l'instabilité en Syrie en raison de la guerre civile en cours depuis 2011, déclarant : « En Syrie, vous ne pouvez pas garantir de rentrer chez vous vivant si vous partez. »



LES CORPS DE 5 MIGRANTS ONT ÉTÉ RETROUVÉS À L'INTÉRIEUR D'UN BATEAU AU LARGE DES ÎLES CANARIES



Les services de secours maritimes espagnols ont annoncé la découverte des corps de 5 migrants à bord d'un bateau au large des îles Canaries, ainsi que le sauvetage d'au moins 68 autres. Selon la chaîne d'information française France Info TV aujourd'hui jeudi, le bateau a été repéré hier après-midi, à environ 800 kilomètres au sud de Tenerife, l'une des îles de cet archipel espagnol situé près de la côte nord-ouest de l'Afrique.

Il convient de noter que le nombre de migrants arrivant a encore augmenté ces dernières semaines, la route vers les îles Canaries étant fortement utilisée ces dernières années en raison du renforcement des contrôles en mer Méditerranée, qui est une route dangereuse et souvent mortelle, et a été témoin d'un afflux record de migrants en 2023.

Un nouvel ennemi menace la vie des immigrants cherchant à rejoindre l'Amérique

L'état d'alerte règne parmi les forces de sécurité dans le désert mexicain, près de la frontière avec les États-Unis, après qu'une personne a été retrouvée morte à cause de la chaleur extrême lors d'un voyage qui, espérait-il, la mènerait à une vie meilleure en Amérique du Nord.

Le corps du Mexicain de 45 ans a été retrouvé enterré sous le soleil brûlant, dans le sable et les broussailles, une semaine après la mort d'une femme par déshydratation dans l'État de Chihuahua, où la température dépasse les 40 degrés Celsius.

Les migrants latino-américains sont contraints d'entreprendre des voyages dangereux au cours desquels ils traversent des rivières, rencontrent des prédateurs et des bandes criminelles violentes qui les extorquent, les kidnappent et les agressent alors qu'ils se dirigent vers les États-Unis.

La chaleur est devenue un nouvel ennemi pour les migrants exposés à des conditions climatiques difficiles.

Jeudi, le gouvernement mexicain a annoncé 1 550 décès liés aux températures élevées, dont 30 ont été enregistrés au cours de la seule semaine écoulée.

Le déonéur José Romero, un immigrant vénézuélien de 25 ans, a déclaré : « La chaleur est très intense. Je suis un peu déshydraté car les températures n'ont pas baissé et ont atteint 43, 44 ou 45 degrés Celsius.

Alors que Nelson Ramos, également Vénézuélien de la ville frontalière de Ciudad Juarez, explique qu'il est habitué aux températures élevées, il ajoute : "Le soleil est très fort... Je ressens une sorte d'étouffement".

Appels à ne pas se rendre à la frontière

La police américaine des frontières rapporte que depuis octobre, elle a enregistré 77 décès dans la région d'El Paso, près de Ciudad Juarez, qui s'étend à d'autres parties des États américains du Texas et du Nouveau-Mexique.

Les principales causes de décès sont la chaleur extrême, la noyade ou les chutes du mur frontalier, dont certaines parties atteignent neuf mètres de hauteur.

Le directeur des services de gestion des urgences de Ciudad Juarez, Mauricio Rodriguez, a déclaré que des appels avaient été lancés pour que les gens ne se rendent pas à la frontière "en raison des températures élevées".

Il a déclaré : « Je comprends que les gens soient obligés de faire cela, mais nous leur déconseillons de le faire. Une chaleur extrême peut entraîner la mort. »

Lors de la recherche de l'immigrant mexicain retrouvé mort, les autorités mexicaines ont trouvé six autres immigrants sans papiers, dont l'un souffrait de symptômes de déshydratation.

Environ 1,3 million d'immigrants illégaux ont traversé la région entre janvier et mai de cette année seulement, selon les chiffres de l'Institut national des migrations du Mexique.

La plupart d'entre eux venaient d'Amérique latine ou des Caraïbes (Venezuela, Honduras, Équateur et Haïti), bien qu'ils détiennent au total 177 nationalités.



ROME VEUT AIDER LA TUNISIE DANS SA CRISE DE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ELLE MET EN GARDE CONTRE UNE « POUDDRIÈRE SOCIALE EXPLOSIVE »

Le gouvernement italien a engagé des efforts pour aider la Tunisie, qui fait face à des critiques concernant l'afflux d'immigrés clandestins vers l'Europe via son territoire. Le président tunisien Kais Saïed a appelé à des restrictions plus strictes sur les migrants en provenance d'Afrique subsaharienne, suscitant de nombreuses critiques et conduisant à l'évacuation de certains ressortissants africains. L'Italie, sous la direction du gouvernement de droite de Giorgia Meloni, fait pression sur la Tunisie pour qu'elle coopère à la réduction des bateaux de migrants, alors qu'un grand nombre de Tunisiens sont arrivés en Italie en 2022.

Meloni s'est entretenu avec le Premier ministre tunisien du soutien financier de l'Italie à la Tunisie et dans le cadre de l'Union européenne et des institutions financières internationales, ainsi que de la crise migratoire et des solutions possibles. Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Taiani, s'est entretenu avec son homologue tunisien pour soutenir la Tunisie auprès des institutions de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et des pays occidentaux.

L'Italie est le premier partenaire stratégique de la Tunisie dans la région, et la question de l'immigration clandestine occupe une place importante dans les relations entre les deux pays. Le ministre italien des Affaires étrangères Taiani a souligné l'importance de s'attaquer aux sources de migration pour empêcher l'exploitation par les trafiquants d'êtres humains, mais des critiques existent en Tunisie concernant la coopération avec l'Italie, avec une augmentation des incidents de noyade et des accusations de comportement violent de la part de la garde navale tunisienne.

Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux critique la politique tunisienne, soulignant le déséquilibre des relations avec le nord et la nécessité de défendre la liberté de circulation. Certains migrants africains s'installent en Tunisie au lieu de rejoindre l'Europe, tandis que la crise économique pousse les Tunisiens eux-mêmes à émigrer.

Le sous-secrétaire à la présidence du Conseil des ministres italien a mis en garde contre la « poudrière sociale » en Tunisie, appelant l'Europe à aider la Tunisie à surmonter ses difficultés.



LE PRÉSIDENT HONGROIS SALUE LES PROJETS DE LA CHANCELIERE ALLEMANDE VISANT À RÉDUIRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a salué le projet du chancelier allemand Olaf Scholz d'étudier l'externalisation des procédures d'asile vers les pays de l'Union européenne.

Orban a salué la position de Schulz visant à trouver une issue à cette situation, et la Hongrie a déjà établi des centres à l'extérieur du pays qui comprennent des « hotspots externes » dans lesquels les demandes d'asile sont examinées. Si les migrants souhaitent venir en Hongrie, ils doivent d'abord contacter l'ambassade de Hongrie, par exemple. L'exemple se trouve dans la capitale serbe, Belgrade, où tous les papiers seront contrôlés et les migrants ne pourront entrer dans le pays que si les autorités hongroises donnent le feu vert.

Selon l'Office européen des statistiques Eurostat, seules 30 demandes d'asile initiales ont été déposées en Hongrie l'année dernière et en Allemagne, près de 330 000 demandes. Orban a déclaré : Nous acceptons les demandeurs d'asile s'ils respectent les règles en vigueur en Hongrie, et nos réglementations sont uniques dans l'Union européenne.

Après une réunion avec les premiers ministres des Länder, Schulz a promis que le gouvernement fédéral continuerait à étudier les procédures d'asile dans les pays tiers et fournirait des résultats concrets d'ici décembre.

"Il est fortement convenu que nous poursuivrons le processus et continuerons à rendre compte de ces questions", a déclaré Schulz.

Le Premier ministre hongrois a souligné que la présidence hongroise du Conseil de l'Union européenne au cours du second semestre 2024 se concentrera sur la résolution du problème migratoire.

IMMIGRATION CLANDESTINE À BORD DE JET SKIS...UNE NOUVELLE ASTUCE QUI ENVAHIT LE MAROC



Les spectacles d'immigration clandestine en jet ski envahissent les pages et les groupes d'activistes des réseaux sociaux au Maroc, qui sillonnent les côtes du pays vers le monde onirique européen.

Au cours des dernières années, les autorités marocaines ont décidé d'interdire l'utilisation des jet skis dans la plupart des villes du nord du pays, comme dans la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, pour éviter leur utilisation dans la migration irrégulière et le trafic d'êtres humains et de drogue.

Les autorités marocaines du Maghreb déjouent une tentative de migration illégale vers Ceuta

Parmi ceux qui choisissent de monter sur des « bateaux de la mort », d'autres ont recours aux jet skis.

Soit ils paient une somme exorbitante aux courtiers « Hreik », soit ils s'adressent à des courtiers virtuels qui les aident à traverser la côte marocaine sur ces vélos en peu de temps sans que personne ne perde la vie de manière horrible, selon leur avis.

Faux comptes

Dans ce contexte, un médiateur virtuel, dont le pseudonyme est Mustafa, a révélé à Al-Arabiya.net/Al-Hadath.net qu'il utilise de faux comptes sur Facebook, qu'il renouvelle de temps en temps, pour être « à l'abri » des chutes. entre les mains de la police, soulignant qu'il exige que ceux qui souhaitent immigrer communiquent. Contactez-le par téléphone pour coordonner.

Il a également ajouté : « Ce type de vélo est doté d'une application de localisation, car sans cela, ils ne peuvent déterminer ni le sud ni le nord de l'Espagne. À leur arrivée, ils se débarrassent du jet ski ou appellent la police espagnole pour les secourir. »



Le Maroc réussit à démanteler un réseau d'immigration clandestine

5 personnes impliquées ont été arrêtées à l'aéroport Mohammed V de Casablanca

Les agents de la police judiciaire marocaine, au poste frontière de l'aéroport international Mohammed V de Casablanca, ont pu démanteler un réseau international composé de cinq personnes, actives dans le domaine de l'immigration clandestine utilisant de faux documents de voyage.

Le général de brigade Abdel Hadi Siba, chef de la zone de sécurité de l'aéroport de Casablanca, a indiqué que le processus d'arrestation des cinq personnes impliquées dans cet incident s'inscrivait dans le contexte d'une tentative visant à faciliter le voyage de l'une d'elles munie d'un faux passeport français vers Charles Aéroport du Roy. Après leur arrestation, il a été constaté qu'ils appartenaient à l'État du Congo et que l'un d'eux possédait la citoyenneté. Français.

Il a ajouté que lors de son arrestation, le cerveau de cette opération a été retrouvé en possession de sommes d'argent s'élevant à 7.670 dirhams en monnaie marocaine, environ huit cents dollars américains et 4.225 en monnaie unique européenne (euro).

Par arrêté du Parquet de Casablanca, ils (trois hommes et deux femmes, âgés de 30 à 44 ans) ont été déférés à la Police Judiciaire de Casablanca pour compléter l'enquête sur le fond et les circonstances de cette affaire, qui a été précédée d'une opération similaire le 8 mai de cette année concernant le déplacement d'une citoyenne. Encore un Africain vers Paris.

Le responsable sécuritaire a confirmé que cette opération était le point culminant des efforts déployés par les différentes composantes des services de sécurité pour combattre et assécher les sources de la criminalité, notamment la criminalité transnationale organisée.

Il a souligné que parmi les personnes arrêtées, l'un d'eux résidait illégalement au Maroc depuis 2012, et que leurs ambassades en avaient été informées par l'intermédiaire de la Direction générale de la sûreté nationale.

